RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

UFR DROIT, ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE & ADMINISTRATION PUBLIQUE

UNIVERSITÉ CAEN NORMANDIE

MASTER

DROIT PUBLIC

DIPLÔME NATIONAL DE MASTER CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

Parcours :

Contrats, finances et gouvernance publics

Niveau de diplôme	Durée du programme	Lieu.x de formation	Crédit ECTS
Grade de Master (Bac+5)	2 années	Caen	120

Objectifs de la formation

La fonction première du Master droit public parcours Contrats, finances et gouvernance publics est de permettre un accès immédiat dans le monde professionnel. Celui-ci prend des formes variées, qu'il s'agisse d'intégration dans la fonction publique, qu'elle soit étatique ou territoriale, au moyen d'un contrat de travail ou de la réussite à un concours (le plus souvent de catégorie A, ou, plus rarement, de catégorie B). Le master offre également des débouchés au sein des services juridiques des sociétés publiques et des entreprises souscrivant des contrats de la commande publique. Certains titulaires du master peuvent également s'orienter vers le Barreau et préparent à cette fin l'examen d'accès au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats.

Les étudiants ont vocation à poursuivre des études doctorales après ce master, la formation possédant une filière « recherche » dans laquelle la validation du stage est remplacée par la rédaction (et la soutenance) d'un mémoire de recherche, première étape vers la rédaction d'une thèse de doctorat.

Compétences acquises

Le Master Droit public parcours contrats, finances et gouvernance publics a vocation à former les futurs juristes et cadres administratifs et financiers des collectivités publiques, établissements et sociétés publics et autres organisations publiques et para-publiques. Cela implique, outre un niveau de connaissance important dans les matières juridiques, de maîtriser l'environnement para-juridique de ces organisations. Les compétences des diplômés sont donc multiples : connaissance du milieu normatif, adaptabilité et polyvalence, capacité d'analyse et expertise dans les domaines juridiques et techniques y compris contentieux, qualités rédactionnelles.

Poursuite d'études

Les étudiants ayant validé leur master Droit public, parcours contrats, finances et gouvernances publics ont la possibilité de s'inscrire en doctorat pour préparer une thèse.

Les étudiants peuvent aussi s'inscrire à l'IMDA dans le cadre de la préparation aux concours de la fonction publique , de la fonction territoriale et de la fonction hospitalière.

Métiers visés

Débouchés professionnels dans les grands types d'organisations suivantes : services de l'État, collectivités territoriales et leurs groupements (communautés de communes, communautés d'agglomération...), établissements publics, sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales, entreprises privées en relation avec les organisations publiques (entreprises de travaux publics,

fournisseurs, prestataires de service, bureaux d'étude, de conseil ...), délégataires de service public, cabinets d'avocats, conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Principaux enseignements

Master 1

Semestre 1 : les étudiants suivent des enseignements obligatoires àTD (Droit des marchés publics et droit de l'urbanisme), deux matières obligatoires non assorties de TD (Droit fiscal des affaires et droit des collectivités territoriales). Les étudiants devront par ailleurs choisir 2 matières parmi les 5 proposées (Droit des étrangers, Droit de la régulation, droit de la construction, droit européen des affaires, concurrrence et distribution). Une UE de langue étrangère est en outre prévue.

Semestre 2 : les étudiants suivent des enseignements obligatoires à TD (Droit de la fonction publique, Droit de l'environnement), deux matières obligatoires non assorties de TD (Droit fiscal des affaires et droit de la responsabilité de la puissance publique). Les étudiants devront par ailleurs choisir deux matières parmi les 4 proposées (Droit du marché intérieur de l'UE, droit de la propriété intellectuelle, droit matériel des libertés fondamentales, droit et contentieux constitutionnel approfondi). Une UE de langue est en outre prévue.

Master 2

Semestre 3 : le cadre institutionnel des organisations publiques, la gouvernance des organisations publiques, Finances publiques et fiscalité des organisations publiques, les modes de financement des organisations publiques.

Semestre 4 : Le développement économique des organisations publiques, régime juridique et déroulement de la carrière des personnels des organisations publiques, les interventions des organisations publiques et les contrats publics, la commande publique.

Admission · inscription

CONDITIONS D'ACCÈS

Accès sélectif depuis l'année universitaire 2020/2021

Licence conseillée : Licence Droit, licences AES: parcours droit-gestion

PROCÉDURE D'INSCRIPTION : CANDIDATURE

Vous êtes en formation initiale ou en alternance ? Les candidatures en première année de la formation se font sur la plateforme nationale de candidature MonMaster.

Vous souhaitez reprendre des études en formation continue, faire valider une expérience professionnelle pour obtenir un master ou vous relevez de la procédure Études en France ? Consultez dès à présent la plateforme eCandidat pour prendre connaissance des différents calendriers de dépôts de candidatures.

Vous souhaitez mobiliser votre compte personnel formation (CPF) pour entrer dans la formation ? Consultez les modalités d'inscription pour nos formations éligibles au CPF.

Vous relevez d'une procédure spécifique (redoublement, validation d'études supérieures, transfert de dossier...) ? Découvrez comment candidater à l'université de Caen Normandie

Contact

Université de Caen Normandie

UFR de Droit, administration économique et sociale et administration publique

Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen Cedex 5

Master 1 : 02 31 56 62 81

Master 2 : 02 31 56 53 96

Christophe LAJOYE - Co-directeur de la formation · 02 31 56 51 49

Thierry LAMULLE - Co-directeur de la formation · 02 31 56 51 49

https://ufr-droit.unicaen.fr/